



Décès de Habib Youcefi, président d'honneur de la CGEA
En 2018 déjà, Saida Neghza s'attaquait à «la bande d'Ali Baba»

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5423 - Mardi 13 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Du 30 juillet au 20 août

**Lounis Aït Menguellet
 en tournée estivale
 à Tizi-ouzou et Béjaïa**

Page 16

Grande implication des collectivités locales

Durcissement du dispositif contre le coronavirus

Page 2

Tendance réaffirmée de la hausse du prix du baril

Par Mohamed Habili

On pouvait s'attendre à ce que la non tenue de la réunion, il y a une semaine, des producteurs de pétrole ait pour conséquence une flambée du prix du baril, du moment en effet que l'objectif de cette séance était de faire en sorte qu'il en soit autrement en décidant d'une augmentation adéquate de la production. Or son report sine die non seulement n'a pas donné le signal de l'envolée indésirable mais s'est traduit au contraire par une baisse, une réaction plutôt surprenante d'ailleurs de la part du marché. Le cartel des producteurs voulant prendre les mesures qui s'imposent pour tenir la bride haute à une tendance affirmée à la hausse, et n'y parvenant pas, normalement il aurait dû en résulter tout le contraire de ce qui était recherché par eux. C'est-à-dire une hausse encore plus marquée que celle qui se serait produite spontanément, conformément à la tendance à l'œuvre. Seulement cette irrationalité, réelle ou apparente, du marché, a été de courte durée. Une baisse modérée deux jours de suite a ensuite cédé la place à de nouvelles augmentations des prix, même si ceux-ci n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la réunion avortée, qui était de 76 dollars le baril.

Suite en page 3

Sécheresse, coûts faramineux des fourrages et intermédiaires

Les prix des moutons inabordables



Ph/E. Soraya/J. A.

L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à moins de dix jours de cette fête, les éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout. Les prix sont tellement élevés que beaucoup de pères de famille au revenu moyen passeront certainement un Aïd sans sacrifice. Page 2

Selon Ali Bey Nasri

Exportations : l'Algérie est sur la bonne voie

Page 2



Livre/«La pieuvre» de Salima Mimoune

Une auscultation sans complaisance de la société

Page 7

Grande implication des collectivités locales

Durcissement du dispositif contre le coronavirus

■ L'implication renforcée des collectivités locales dans la gestion de la pandémie ainsi que le durcissement du dispositif préventif de lutte contre le coronavirus sont les décisions phares prises par le gouvernement.



Par Louisa Ait Ramdane

Depuis quelques jours, les autorités et les spécialistes multiplient les appels à la vigilance et au respect des mesures barrières face au rebond inquiétant des cas de contamination au coronavirus. Pour maîtriser cette situation, le gouvernement a opté pour le durcissement des mesures préventives et à l'élargissement de la campagne de vaccination.

Tout cela n'est possible qu'avec l'implication des collectivités locales.

Ainsi, le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a dû recadrer toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. Dans ce cadre, Beldjoud a souligné l'impératif de réactiver toutes les mesures de prévention prises auparavant, comme le port du masque (bavette), la distanciation physique et la généralisation de l'usage des solutions hydroal-

cooliques, précisant que les agents publics habilités veilleront au strict respect de ces mesures, des sanctions étant prévues contre les contrevenants.

Les walis ont été également instruits de mobiliser tous les moyens matériels et humains pour accélérer la cadence de vaccination au niveau des structures de proximité comme les mosquées, les grands espaces commerciaux et les places publiques, mais aussi sur le lieu de travail. Il ont été également instruits d'accompagner ces efforts par des campagnes de sensibilisation à travers tous les médias avec la participation de la société civile, dans le but de convaincre les citoyens de l'importance de se faire vacciner pour préserver leur santé et rompre la chaîne de transmission du coronavirus.

Aussi, le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité d'un suivi permanent de l'évolution de la situation épidémiologique au niveau local, du renforcement des moyens de prise en charge des cas enregistrés et d'une exploitation optimale des capacités d'accueil des malades.

Le wali d'Alger annonce des mesures

drastiques, notamment contre les fêtes familiales

Suite à ces instructions, la wilaya d'Alger a arrêté des mesures drastiques pour juguler l'avancée inquiétante de Covid-19, telle qu'observée ces derniers jours, notamment dans la capitale, à forte densité démographique, en dehors du confinement partiel décrété par le gouvernement, à partir d'hier, et pour une période de 21 jours. A ce titre, le wali a décidé de l'interdiction de toutes sortes de rassemblements, liés à la célébration de fêtes familiales et autres regroupements à caractère social et sportif. Recommandant l'application stricte des mesures barrières, comme le respect de la distanciation et le port du masque, la wilaya prévient de lourdes sanctions, allant jusqu'au retrait du registre du commerce et la licence de transport contre les réfractaires.

Bien avant lui, le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a décidé, suite aux instructions du Président, d'instaurer des mesures rigoureuses. Pour faire face à l'énorme hausse des contaminations, le wali a interdit la tenue de mariages, des cor-

tèges, de funérailles et de célébrations entraînant des rassemblements. Le wali de Tébessa a été le premier à imposer de telles restrictions.

Reconduction du couvre-feu dans 14 wilayas

Le gouvernement a décidé de renouveler de 21 jours le couvre-feu de minuit jusqu'au lendemain à 4h00 du matin dans 14 wilayas du pays à compter d'hier, et de renforcer le contrôle concernant le respect des protocoles sanitaires liés à la pandémie de coronavirus.

Le confinement partiel est applicable dans les wilayas suivantes : Laghouat, Batna, Béjaïa, Blida, Tébessa, Tizi-Ouzou, Alger, Sétif, Sidi Bel-Abbès, Constantine, M'sila, Ouargla, Oran et Boumerdès.

Renforcement du contrôle

En matière de circulation et de mobilité des personnes, le contrôle «sera intensifié par les services compétents en ce qui concerne le respect des protocoles sanitaires dédiés aux moyens de transport de voyageurs, particulièrement l'obligation du port du masque de protection et de la distanciation physique, à travers la limitation du nombre de voyageurs, avec une application, sans complaisance, des sanctions pénales et/ou administratives que prévoit la réglementation».

Au niveau des commerces et des marchés qui connaissent «des situations de relâchement»,

releve le communiqué, les services du ministère du Commerce «sont instruits à l'effet de reprendre leurs actions de contrôle, accompagnés de la force publique, et de procéder à la fermeture immédiate du commerce et au retrait du registre du commerce et ce, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants».

Les Affaires religieuses impliquées dans la sensibilisation

Par ailleurs, le ministère des Affaires religieuses est chargé d'agir, notamment en direction des imams et des associations religieuses, pour «rappeler l'impérieuse nécessité de respecter scrupuleusement les protocoles sanitaires dans les mosquées». De même et à l'occasion de la fête de l'Aïd El Adha, événement favorable aux rassemblements et rencontres à grande échelle au niveau des espaces de vente de moutons, «des contrôles seront effectués par les services compétents afin de s'assurer de l'application des protocoles sanitaires et le respect des mesures barrières». Enfin, le gouvernement invite le mouvement associatif, les comités de quartiers et la société civile en général à «poursuivre et à intensifier leurs actions de mobilisation et de sensibilisation des citoyens pour le respect des gestes barrières, de même qu'il exhorte la population à participer massivement aux opérations de vaccination».

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 878 nouveaux cas et 15 décès

L'Algérie a enregistré 15 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de plus que le bilan d'hier (12), portant à 3 851 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 878 cas, soit 92 cas de plus par rapport au bilan d'hier (786), pour atteindre, au total, 146 960 cas confirmés.

R. N.

Selon Ali Bey Nasri

Exportations : l'Algérie est sur la bonne voie

L'Algérie est sur la bonne voie concernant la hausse des exportations hors hydrocarbures. C'est du moins ce qu'affirme Ali Bey Nasri, président de l'Association nationale des exportateurs algériens. S'exprimant, hier, sur la Radio nationale Chaîne 1, M. Nasri a déclaré que le plan de relance économique visant à atteindre un seuil de 4 ou 5 milliards de dollars d'exportations pouvait être dépassé. L'orateur a relevé l'existence d'une «forte volonté de la part des autorités publiques, notamment ces dernières années, de booster les exportations hors hydrocarbures, étant la seule solution pour relancer l'économie nationale et sortir de la dépendance aux hydrocarbures». Selon lui, l'objectif d'exportations hors hydrocarbures «sera concrétisé à 90 %», d'autant que durant «les cinq premiers mois de

l'année en cours, on a enregistré des revenus estimés à 1,55 milliard de dollars». Ce qui a été considéré par Ali Bey Nasri comme indicateur positif comparativement à l'année 2020, rapporte le site électronique de la Radio nationale. D'autre part, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens a indiqué que les produits hors hydrocarbures ayant connu le plus d'exportation sont «le rond à béton, le ciment, la pneumatique et les dattes qui ont enregistré une hausse de 20 000 tonnes à 60 000 tonnes grâce aux investissements qu'a connus ce secteur». M. Nasri a affirmé qu'une stratégie nationale des exportations existe et a été mise en place en coordination avec différents ministères sous la houlette du ministère du Commerce afin de lever les entraves qui se dressent devant les exportateurs. Il

a cité, à titre d'exemple, la loi sur la monnaie et le crédit et la maîtrise des revenus en devise des exportations, qui constitue l'un des plus grands défis pour réaliser un véritable essor dans le domaine de l'exportation. Ali Bey Nasri qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, a lancé un appel au président de la République et au ministre du Commerce pour revoir la loi sur la monnaie et le crédit, notamment l'instruction N° 06/2021 du 29 juin 2021 annoncée par la Banque d'Algérie, relative aux modalités d'ouverture et de fonctionnement du compte devise commerçant et du compte devise professionnel non commerçant et à la répartition des recettes d'exportation de biens et de services hors hydrocarbures et produits miniers. Cette instruction, a-t-il expliqué, va limiter l'activité des exportateurs ou poussera certains

d'entre eux à recourir à la triche. Par ailleurs, Ali Bey Nasri, président de l'Association nationale des exportateurs algériens, a fait état de l'existence de 1 200 exportateurs, dont 10 ou 15 seulement disposent de moyens financiers et logistiques considérables. Ainsi, l'orateur a appelé les autorités publiques à assister et accompagner les petits exportateurs pour leur permettre de contribuer au plan de relance économique. Faut-il rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent, l'année passée, à l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, sur l'impératif d'augmenter les exportations hors hydrocarbures à 5 milliards USD au moins d'ici fin 2021.

Aomar Fekrache

Sécheresse, coûts faramineux des fourrages et intermédiaires

Les prix des moutons inabordables

■ L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à moins de dix jours de cette fête, les éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout. Les prix sont tellement élevés que beaucoup de pères de famille au revenu moyen passeront certainement un Aïd sans sacrifice.

Par Meriem Benchaouia

C'est l'amer constat que tout le monde peut faire à travers tous les espaces de vente. Selon le secrétaire national de l'Union nationale des agriculteurs algériens, Tahar Karami, les raisons de cette augmentation sont liées à la sécheresse qui frappe les zones de pâturage, les coûts faramineux des fourrages et également les intermédiaires qui interviennent dans la commercialisation des moutons. En effet, après les dépenses faramineuses, durant le mois sacré du Ramadhan et les vacances d'été, vient maintenant l'Aïd El Adha pour donner le coup de grâce aux familles algériennes qui se plaignent constamment de la cherté de la vie et de la baisse du pouvoir d'achat. Le mouton de l'Aïd est devenu un lourd fardeau pour les petites bourses qui n'arrivent même pas à subvenir à leurs besoins. La problématique ne se résume pas seulement au pouvoir d'achat qui constitue en lui-même un handicap majeur pour les citoyens, mais aussi il ne faut guère négliger la hausse des prix inexplicables, exercée par les marchands de bétail, en gros ou en détail. Maintenant, on constate la prolifération de points de vente anarchiques défiant la réglementation, délimitant les aires de vente et piétinant les règles d'hygiène au vu et au su des services concernés. En effet, de nombreux points de vente clandestins ont été enregistrés ces derniers temps. Nombre de personnes se sont donc improvisées maquignons ou revendeurs, bien qu'ils ne connaissent rien au métier. L'augmentation des prix ne s'arrêtera donc pas en si bon chemin. D'où la difficulté des services vétérinaires de contrôler le cheptel. Le moins cher des moutons, plutôt des agneaux, ne coûte pas moins de 40 000 DA. Tandis que le prix d'un bélier cornu varie entre 50 et



65 000 DA, de même que le mouton, ne dépassant pas deux ans, est proposé entre 50 et 70 000 DA. Les maquignons estiment, par ailleurs, que la fête de l'Aïd al Adha, compte tenu du fait qu'elle constitue une période de forte demande, donne également lieu à l'apparition d'un grand nombre d'éleveurs occasionnels dont l'influence sur le marché est, insistent-ils, «*indéniable*». Face à cette hausse des prix, de nombreuses familles ont décidé de ne pas faire le pas cette année. «*Je n'ai pas les moyens pour l'achat d'une bête à 60 000 DA*», confie un père de famille. Même son de cloche chez les retraités. Accompagné de ses deux fils, un autre père de famille s'est justifié : «*Je suis là juste pour regarder les prix, mais je ne pense acheter un mouton cette année*». Un véri-

table dilemme se pose aux chefs de famille à l'approche de cette fête. Acheter le mouton, quitte à s'endetter, pour faire plaisir aux enfants, lesquels attendent cet événement avec joie et une grande impatience. «*Je n'arrive pas à fermer l'œil, depuis un certain moment. Moi, avant même la fin du mois de ramadan, j'ai commencé à me faire du souci pour l'Aïd-el-Kebir. J'étais sûr que je ne parviendrais pas à assurer un mouton à ma famille. Mon salaire est la seule rentrée financière. Mes enfants sont trop petits pour m'aider dans les charges. Et puis, il y a leur école. J'ai déjà souffert et fait mille emprunts pour passer dignement la dernière fête de l'Aïd-el-Fitr et faire face aux dépenses de l'année scolaire. Je n'ai pas encore remboursé ces dettes qu'il faut que j'en fasse encore*», se plaint un

fonctionnaire et papa de quatre enfants. Par ailleurs, et en dépit de la cherté des moutons, certaines familles tiennent à observer le rite selon leurs moyens. A Alger, malgré un arrêté de la wilaya interdisant la vente de moutons dans les quartiers, nombreux sont ceux qui continuent à écouler leurs bêtes dans des locaux ou des hangars non réglementés. Rencontré dans un quartier de Zéralda, Djamel, la quarantaine, expose une vingtaine de moutons, dont l'allure et la taille sont révélatrices de leur prix élevé. En outre, certains citoyens préfèrent se diriger vers les éleveurs faisant partie de leurs «*connaissances*» et en qui ils ont une entière confiance, même si, parfois, il leur faudra payer quelques milliers de dinars supplémentaires.

M. B.

Tizi-Ouzou

Ouverture d'une vingtaine d'abattoirs le jour de l'Aïd El Adha

Une vingtaine d'abattoirs seront ouverts à Tizi-Ouzou, à l'occasion de l'Aïd El Adha, afin de permettre aux citoyens d'accomplir le rituel du sacrifice du mouton dans de bonnes conditions, a-t-on appris, dimanche, de l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Selon le D' Nourredine Yatta, ces structures offriront aux citoyens les meilleures conditions sanitaires et d'hygiène pour

accomplir le rituel de l'Aïd El Adha, sans risque sur leur santé. «*L'abattoir est une enceinte conforme sur tous les plans. Il dispose d'un vétérinaire, de professionnels d'abattage et de chambres froides pour y placer les carcasses avant le découpage*», a-t-il dit. A ce titre, il a invité les citoyens à se rapprocher de ces structures et à éviter certaines pratiques à risque sur leur santé et qui sont à l'origine du

verdissement de la viande, à l'exemple de l'abattage en pleine rue qui expose les carcasses à la contamination par divers polluants, la suspension de la carcasse à l'air libre, en ces temps très chauds ou sous le climatiseur «*qui n'est pas un appareil de réfrigération et qui est contre-indiqué pour ce type d'utilisation*», a-t-il insisté.

Ce même responsable a fait savoir que 22 lieux de vente de

bétail, contrôlés par les vétérinaires de la Direction locale des services agricoles (DSA), sont actuellement ouverts à travers la wilaya et ce, jusqu'au jour de l'Aïd.

En outre, durant ces deux jours de fête, un total de 73 vétérinaires fonctionnaires seront mobilisés et mis à la disposition des citoyens à travers les 67 communes, a ajouté D' Yatta.

Ouali N.

LA QUESTION DU JOUR

Tendance réaffirmée de la hausse du prix du baril

Suite de la page une

Tout semble s'être passé comme si un désaccord au sein de l'organisation regroupant les principaux producteurs a commencé par faire le même effet qu'une guerre déclarée des prix survenant entre eux. Pendant deux jours, les prix ont reculé. Mais comme l'offre est restée malgré tout sans changement, le marché a bientôt abandonné sa première interprétation du désaccord à l'origine du report de la semaine passée. On voit maintenant toute la prudence dont a fait preuve la direction de l'organisation en déprogrammant une réunion dont elle voyait qu'elle allait mal se terminer. Le risque qu'elle a pris ce faisant se révèle moins grand que celui qu'aurait fait courir une mésentente affichée, quand ce ne serait qu'entre deux membres seulement, en l'espèce les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Pour preuve, les prix qui se sont mis à remonter, la production n'ayant pas augmenté elle, faute d'accord précisément. Ou plutôt faute d'un nouvel accord sur l'augmentation projetée, dont le principe semble continuer de faire consensus. Le but des Emirats n'est pas de s'affranchir de toute discipline collective, mais seulement de faire prendre en compte par leurs nouvelles capacités de production dans le calcul des quotas. Aussi longtemps que cela n'est pas fait, et à condition que la production globale reste ce qu'elle est à présent, les prix seront entraînés à la hausse par la relance économique, elle-même tributaire du recul de la pandémie. Encore faut-il préciser : ces derniers temps, le plus important à cet égard, ce n'est pas tant le reflux de la pandémie, quelque chose qu'on n'observe du reste pas encore, mais le progrès des campagnes de vaccination. Ce qui est susceptible de ralentir la reprise économique, ou même d'en renverser le cours, ce n'est plus la propagation du virus, mesurée à travers l'évolution du nombre des nouvelles contaminations et celui des décès par jour, mais l'état d'avancement des campagnes de vaccination dans le monde. Qui veut savoir où se situe aujourd'hui l'économie mondiale, et vers où elle tendrait dans le court terme, ferait mieux de suivre à la trace ces processus plutôt que la fluctuation des indices boursiers, et autres indicateurs traditionnels de la marche des affaires.

M. H.

Zones d'ombre

Brahim Merad : réception de plus de 11 200 projets de développement

Le Médiateur de la République, Brahim Merad, a annoncé, hier à Alger, la réception de 11 208 projets de développement en faveur des zones d'ombre à travers l'ensemble du territoire national et le lancement de l'opération de production par les porteurs de ces projets, diplômés universitaires et porteurs d'idées.

Par Hocine Cherfa

Chargé du suivi du dossier des zones d'ombre, M. Merad a indiqué, dans un entretien à l'APS, que l'opération de production a démarré dans les zones d'ombre, à travers la réception de 11 208 projets sur un total de 24 126 projets financés, d'un coût de 323 milliards DA, ajoutant que 43 198 projets avaient été recensés à travers 13 515 zones d'ombre à l'échelle nationale. Le nombre de projets destinés aux zones d'ombre et financés par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) s'élève à 4 499 micro-activités sur les 6 809 projets inscrits au niveau de l'Agence, a-t-il poursuivi, ajoutant que 3 012 des 4 032 projets inscrits au niveau de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) avaient été validés en faveur des zones d'ombre dans 43 wilayas.

L'Agence de développement social (ADS) compte, quant à elle, 278 projets.

Bouira 20 hectares de couvert végétal ravagés par les flammes à Tikjda

VINGT HECTARES de couvert végétal ont été ravagés par des incendies de forêt qui se sont déclarés depuis dimanche après-midi dans le Parc national du Djurdjura (PND) et à Tikjda (Est de Bouira), selon un bilan fourni hier par la Conservation des forêts.

«La superficie décimée par les incendies est estimée à 20 hectares, entre chêne vert, broussailles et macquis», a précisé, à la presse, une responsable à la Conservation des forêts, Halima Karoun.

Dimanche après-midi, trois foyers d'incendie ont été enregistrés non loin du Centre national des sports et loisirs de Tikjda (CNSLT), où des équipes, véhicules et camions, de la colonne mobile de la Protection civile, soutenues par des agents de la Conservation des forêts, ont été aussitôt déployées sur les lieux.

Deux feux ont été vite maîtrisés et éteints, le jour même, a expliqué à l'APS le chargé de communication de la Protection civile, le sous-préfet Youcef Abdat, précisant que le dernier foyer «n'a été maîtrisé qu'à 7 heures hier matin».

G. H.



Pour le Médiateur de la République, cette enveloppe financière «importante», consacrée à la réalisation des projets de développement dans les zones d'ombre, «n'a jamais été déboursée auparavant», d'où l'impératif d'exploiter ces fonds pour améliorer les conditions de vie, d'une part, et créer «des activités garantissant la pérennité de la production», d'autre part, sans oublier les structures de loisirs tels les stades de proximité, piscines et autres...

Pour le suivi de ces projets, le même responsable a rappelé la mise en place d'un groupe de travail composé d'acteurs issus des différents départements ministériels, afin de débattre de la manière d'élaborer une plateforme numérique pour le suivi des programmes tracés et la création d'activités au niveau des zones d'ombre.

Dans ce contexte, une application digitale, prise en charge par le ministère de l'Intérieur, a été lancée en vue de «suivre périodiquement les réalisations au niveau de chaque zone d'ombre ainsi que le nombre d'emplois créés dans ces régions».

Les opportunités disponibles dans ces zones seront mises avant en informant les populations des différents dispositifs disponibles en vue de les sensibiliser aux capacités existantes et les assister, ainsi, dans la concrétisation de leurs projets.

Par ailleurs, le Médiateur de la République a fait état de la prise de toutes les mesures nécessaires pour une bonne coordination au niveau des wilayas, dans l'objectif de définir les zones concernées qui pourraient devenir des régions pilotes, encourageant les populations à la création de leurs propres activités en fonctions des capacités de chaque région.

Et de préciser que la politique du président de la République consiste à impliquer le citoyen au processus de développement à travers son accompagnement pour aplanir les entraves auxquelles il fait face, notamment au niveau des zones d'ombre disposant de grandes capacités, ajoutant qu'il y a des jeunes diplômés et des porteurs de projets dans ces régions, capables de créer des activités compatibles avec l'activité rurale de base.

Il a expliqué, à ce propos, qu'«il y a un surplus de production dans plusieurs zones d'ombre en raison des capacités de stockage, de refroidissement et de commercialisation, ce qui a causé des dommages à ces produits», soulignant la nécessité d'«assurer un accompagnement financier et de créer des micro-entreprises et des unités de production pour le stockage, et le refroidissement, pour profiter du produit et de sa valeur de base».

Il s'agit également, a-t-il ajouté, de la plantation d'arbres fruitiers et de l'exploitation des produits animaliers tels la viande, le lait et les fromages, pour couvrir les besoins de la région et des régions avoisinantes, ainsi que l'artisanat et la prise en charge des projets des femmes rurales.

Dans le cadre de la présentation des potentialités de ces zones, des expositions nationales sont organisées périodiquement pour faire connaître les produits locaux, explique M. Merad, citant à titre d'exemple la figue de barbarie dont les huiles sont utilisées en cosmétique, et qui est à même de fournir d'im-

portants revenus à ses exploitants. Ce processus est mené à travers des mécanismes de soutien et en coordination entre les différents départements ministériels concernés tels que l'Agriculture, les Start-up, le Travail et la Sécurité sociale et le Tourisme pour concrétiser ces projets de développement.

Coordonner et lever les obstacles pour l'aboutissement des investissements

Le Médiateur de la République a expliqué que les zones d'ombre figuraient au titre des dossiers les plus importants pris en charge par son instance, et qu'elles bénéficiaient d'un intérêt personnel de la part du président de la République, qui «s'intéresse de près à ces zones et suit l'amélioration des conditions d'une vie décente dans ces régions».

Il s'agit, essentiellement, de l'ouverture des routes, l'amélioration des conditions de scolarisation (transport, chauffage et restauration), l'amélioration des services de santé, l'approvisionnement en eau potable et l'alimentation en gaz naturel et éclairage public, soulignant que ces services étaient «nécessaires et non accessoires».

Il a souligné que plusieurs projets d'investissement n'étaient pas entrés en vigueur en raison «de certains problèmes mineurs, obstacles administratifs et le manque de coordination entre les secteurs concernés», ajoutant que ces problèmes devraient être résolus grâce à la coordination entre secteurs concernés et le travail «complémentaire et concurrentiel».

Il a déploré, en outre, l'existence de certains projets presque finalisés, mais toujours pas entrés en service en raison de problèmes exigeant uniquement «une coordination», citant à titre d'exemple des structures hôtelières au niveau des régions côtières et deux abattoirs réalisés à Ain Taya (Alger) et Tamanrasset.

Selon le même intervenant, le rôle de Médiateur de la République ne se limite pas à la réponse aux doléances des citoyens, l'amélioration de leurs conditions de vie et la levée de tous les obstacles administratifs afin de rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions de l'Etat, mais il est également appelé à ériger le citoyen en «un élément actif dans le développement économique auquel aspire l'Algérie nouvelle».

M. Merad a soutenu que son institution œuvrait, en sus de la suppression des obstacles administratifs au profit du citoyen, à «l'élimination des sources de ces doléances à l'instar de la mise à jour des textes juridiques obsolètes et la levée de toute ambiguïté sur certains textes à même de permettre à la médiation d'être une force de proposition dans le souci de promouvoir les zones d'ombre en zones de production».

Evocant l'intérêt accordé aux zones d'ombre grâce à l'intérêt que leur accorde le président de la République, le Médiateur de la République a mis en avant la participation d'experts, de chercheurs et d'instituts de recherche à l'effort visant à mettre en lumière ces zones et proposer des solutions à leurs problèmes.

Hocine H.

Pétrole

Le Brent recule à 74 dollars

■ Les prix du pétrole faisaient machine arrière hier, après avoir fini la semaine précédente sur une note positive.



Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait vers midi 74,44 dollars à Londres, en baisse de 1,47 %

par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de WTI pour août reculait de 1,50 %, à 73,44 dollars.

Selon les analystes, le marché peine à se positionner après l'échec des négociations de

l'Opep+. Les 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés via l'accord Opep+ n'ont pas réussi lundi dernier, après déjà plusieurs reports successifs, à s'entendre sur leurs

niveaux de production à compter du mois d'août, laissant le marché «circonspect».

L'Arabie saoudite et la Russie avaient proposé d'ouvrir légèrement les vannes pour répondre à la demande montante, alors que l'économie mondiale redémarre après la pandémie de Covid-19.

Mais les Emirats arabes unis ont demandé à revoir à la hausse leur niveau de production de base, pour pouvoir pomper encore plus, une faveur qui leur a été refusée.

Une reconduction tacite du niveau d'offre de juillet aux mois suivants est pourtant à même de soutenir les cours du brut.

Mais «une rupture de l'unité de l'Opep+ pourrait aussi conduire à une course effrénée à la production parmi les membres, à l'effet strictement inverse sur les prix», préviennent des spécialistes du marché.

S. K.

Monnaies

L'euro stable face au dollar

L'euro restait stable face au dollar hier, dans un marché des changes attentif à la propagation de la pandémie de Covid-19 et à ses conséquences sur les politiques monétaires, tandis que la livre sterling reculait.

L'euro cédait vers midi un maigre 0,03 % à 1,1872 dollar pour un euro. Selon les analystes, l'augmentation du nombre de cas du variant Delta entame largement l'optimisme du marché quant à la reprise économique et à un éventuel resserrement des politiques monétaires. Ils estiment que de nouvelles mesures pourraient s'avérer nécessaires de la part des banques centrales pour soutenir l'économie à l'approche de la fin de l'année. Cela pourrait notamment conduire le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, qui doit s'exprimer mercredi, à «adopter un ton moins dur à même de freiner la vigueur du dollar américain à court terme».

Le dollar est sur une pente ascendante depuis un mois, regagnant près de 2 % face aux principales monnaies. Les Etats-Unis sont «très inquiets» à propos du variant Delta du coronavirus et des autres variants qui pourraient «menacer» la reprise économique mondiale, a par ailleurs déclaré, dimanche à Venise, la secrétaire au Trésor, Janet Yellen. La livre sterling cédait quant à elle du terrain face à la monnaie unique européenne (-0,21 % à 85,62 pence) et au billet vert (-0,26 % à 1,3865 dollar). Les analystes y voient l'éloignement des perspectives d'une hausse des taux de la Banque d'Angleterre en cas de propagation incontrôlée du variant Delta au Royaume-Uni.

H. N.

Fiscalité

L'UE annonce le gel de son projet de taxe numérique

Bruelles a annoncé hier, sous la pression de Washington, le gel de son projet de taxe numérique pendant les négociations à l'Ocde sur une réforme de la fiscalité des multinationales qui doivent s'achever en octobre, après un accord politique obtenu au G20 samedi.

«La réussite de ce processus nécessitera une dernière impulsion de la part de toutes les parties, et la Commission s'est

engagée à se concentrer sur cet effort. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre en pause notre travail sur une proposition de taxe numérique», a déclaré un porte-parole de la Commission.

Le projet européen a suscité des critiques américaines et la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, avait appelé dimanche l'UE à le reconsidérer.

Le projet de taxe numérique était une des nouvelles ressources prévues par l'Union

européenne pour financer son plan de relance de 750 milliards d'euros.

Mais Washington juge ce projet discriminatoire pour les champions américains des technologies comme Amazon, Google ou Facebook.

L'accord sur la taxation des multinationales, conclu sous l'égide de l'Ocde et approuvé samedi par le G20, «invite les pays à accepter de démanteler les taxes numériques existantes

que les Etats-Unis considèrent comme discriminatoires et à s'abstenir d'instaurer des mesures similaires à l'avenir», avait déclaré M^{me} Yellen dimanche.

«Il appartient donc à la Commission européenne et aux membres de l'Union européenne de décider de la marche à suivre», avait-elle lancé devant la presse en marge du G20 à Venise (Italie).

Yanis H.

Zone euro

La BCE prête à changer de discours sur ses actions à venir

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, anticipe dès juillet un ajustement du message de l'institution sur les orientations futures de sa politique monétaire, en lien avec la récente révision de son objectif d'inflation. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, la BCE a annoncé jeudi dernier un nouvel objectif d'inflation de 2 % à

moyen terme, remplaçant le mantra «proche mais inférieur à 2 %» qui a prévalu durant 18 ans. Cela va impliquer «des changements intéressants dans la manière dont la BCE compte s'y prendre pour parvenir au niveau voulu d'inflation», a déclaré M^{me} Lagarde dans une interview à Bloomberg TV, diffusée dans la nuit de dimanche à lundi. Ces changements

seront communiqués après la prochaine réunion de politique monétaire prévue le 22 juillet et déjà qualifiée d'«importante» par la présidente de la BCE, qui s'exprimait à Venise à l'issue d'une réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20. Depuis 2013, la BCE s'exprime à l'issue de chaque réunion de politique monétaire sur la trajectoire future de

ses taux directeurs et d'autres mesures exceptionnelles de soutien monétaire, un exercice désigné sous le terme anglais de «forward guidance». Les marchés s'agrippent à cet élément central de la communication de la banque centrale qui a un effet sur l'ancrage des anticipations d'inflation sur le moyen terme.

M. O.

France

L'impôt sur la fortune immobilière a rapporté en 2020 1,56 milliard d'euros

L'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui a remplacé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), a rapporté 1,56 milliard d'euros en 2020, soit 500 millions de moins que l'année précédente qui avait bénéficié de rattrapages.

Ce recul est lié au fait que les rentrées de 2019 (2,1 milliards) incluaient des sommes dues au titre de l'IFI des années précédentes et de l'ancien ISF, explique le ministre délégué français chargé des Comptes publics, Olivier Dussopt, dans une interview parue hier dans «La Croix». «Si l'on ne regarde que les sommes dues au titre de chaque année, les recettes sont bien en progression, passant de

1,49 milliard en 2019 à 1,56 milliard en 2020 (+4,4 %)

Le ministre réfute l'accusation selon laquelle la réforme serait «un cadeau aux riches» (l'ISF rapportait environ 4 milliards) : «L'objectif de la réforme de la fiscalité du capital était d'avoir une fiscalité plus proche des standards internationaux et d'inciter à l'orientation de l'épargne vers des placements plus productifs».

La Bourse de Paris prudente

La Bourse de Paris devait ouvrir en légère baisse hier, préférant la prudence pour commencer une semaine qui s'annonce riche en publications d'en-

treprises et données économiques.

Le contrat à terme sur l'indice CAC 40 perdait 0,12 % une trentaine de minutes avant l'ouverture. Vendredi, il avait rebondi de 2,07 %, effaçant ses pertes de la séance de la veille, plombée par des inquiétudes sur la résurgence des contaminations de Covid-19. La Bourse de New York a également clôturé vendredi en hausse et a atteint des niveaux records sur ses trois principaux indices. «L'Europe s'apprête à ouvrir en baisse, alors que les inquiétudes liées au Delta s'intensifient», prévoyait Michael Hewson, analyste chez CMC Markets UK. Si l'agenda d'hier est peu garni, le reste de la semaine sera

animé par le début de la saison des résultats d'entreprises, qui permettra aux marchés de juger la vigueur de la reprise, ainsi que les anticipations pour les prochains mois.

Les investisseurs scruteront aussi divers indicateurs, dont l'évolution des prix à la consommation aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens, alors que les craintes inflationnistes ont hanté les esprits ces derniers temps, en dépit des messages se voulant rassurants des banques centrales.

Les marchés vont également digérer les conclusions du G20 Finances, au cours duquel les ministres des Finances, réunis à Venise, ont approuvé la réforme

de la taxation des multinationales qui vise à mettre fin aux paradis fiscaux, ouvrant ainsi la voie à un big bang fiscal qui devrait voir le jour en 2023.

Dans la foulée de ce sommet, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a rencontré hier la présidente de la Commission européenne, et la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde.

Janet Yellen a appelé dimanche l'Union européenne à reconsidérer son projet de taxe numérique, rappelant que ce genre d'impôt instauré par plusieurs pays européens est considéré «discriminatoire à l'égard des entreprises américaines».

Y. N.

Chelghoum Laid Remise des clés de 600 logements AADL

Au total, 600 souscripteurs à la formule location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) ont reçu, dimanche, les clés de leurs logements situés dans la commune de Chelghoum Laid (sud de Mila).

La cérémonie de remise des clés de ces logements (F3 et F4) s'est déroulée au siège de la wilaya de Mila, en présence des bénéficiaires qui ont exprimé leur joie, à l'image de Adel Guessoum qui a affirmé qu'il y emménagera aujourd'hui même après 14 ans de location.

Selon le directeur régional de l'AADL, Mohamed Nadjib Laimeche, les travaux de réalisation des nouveaux projets de la formule AADL dans la wilaya de Mila seront « lancés dans les toutes prochaines semaines à travers les communes de la wilaya ».

Par ailleurs, 776 unités de cette même formule réalisées sur le site « Marchou », sur les hauteurs de la ville de Mila, seront distribuées avant la fin de l'année en cours, a assuré le même responsable qui a fait état de la recherche actuellement d'une assiette pour la construction de 867 autres unités dans la même commune.

De son côté, le wali de Mila, Abdelouahab Moulay, a affirmé dans son allocution prononcée à l'occasion, que la wilaya de Mila enregistre un surplus en ce type de logements après avoir bénéficié d'un quota total de 6 627 unités, alors que le nombre de souscripteurs locaux est de 5 950 pour cette formule.

Le chef de l'exécutif local a indiqué, en outre, que les comités de daïra ont été saisis pour entamer les procédures d'attribution de 3 395 logements publics locatifs, après leur rattachement aux divers réseaux.

Il a également fait état de 2 400 aides réservées à travers les communes de la wilaya au logement rural, en plus de 1 200 logements de la nouvelle formule promotionnelle aidée.

M. L.

Rencontre à l'université de Tiaret

Plaidoyer pour la consolidation de la place des zaouïas dans la société

■ Les participants à une conférence nationale sur les zaouïas en Algérie et leur rôle dans le renforcement de l'unité nationale, organisée dimanche à l'université de Tiaret, ont plaidé pour la consolidation de leur place dans la société algérienne et de leur rôle de consécration des valeurs de tolérance et du patriotisme.

Par Faten D.

Abdelkader Hadjadj, de l'université de Tiaret, a souligné dans son exposé intitulé « Les défis et rôle des zaouïas dans le renforcement de l'identité nationale », que la zaouïa en tant qu'institution sociale, éducative et culturelle, doit contribuer à la préservation de la cohésion de la société et à la consécration des valeurs du patriotisme et de la culture de la tolérance, notamment chez les jeunes.

L'universitaire Kraï Djillali, de l'université d'Oran, a traité, pour sa part, des « Références islamiques de la zaouïa alaouiya », affirmant que la zaouïa a joué un rôle majeur dans la préservation de l'identité et ses composantes, dont la langue arabe et la religion islamique au fil des ans, ajoutant qu'elle doit aujourd'hui exploiter sa place dans la société pour perpétuer la modération, lutter contre le fanatisme et diffuser la culture de tolérance.

Pour sa part, l'universitaire de Tiaret, Mohamed Bentoula, a souligné, dans sa communication abordant les enjeux des zaouïas et leur rôle dans la société, qu'il est nécessaire pour la zaouïa en tant qu'institution sociale active de prendre des initiatives en vue de restituer son



rôle social et réformateur en intervenant dans différentes questions de la société, contribuant à la réconciliation, réglant les conflits au sein de la société et relançant les cellules et comités de médiation et de réconciliation.

Le directeur des affaires religieuses et wakfs de la wilaya de Tiaret, Rafik Loucif, a affirmé, pour sa part, que les zaouïas, qui avaient un rôle efficace dans le

renforcement de la cohésion sociale et la préservation des constantes et des valeurs nationales algériennes durant l'époque coloniale, doivent aujourd'hui contribuer à la cohésion nationale et puiser dans le patrimoine historique profond de la nation pour faire régner la cohésion et la tolérance au sein du tissu social.

Une trentaine de professeurs de 10 universités de différentes

wilayas, des imams et adeptes de la confrérie, ont participé à cette conférence nationale, organisée par le Laboratoire des études philosophiques, questions de l'humanité et la société en Algérie et le Laboratoire des études historiques et archéologiques en Afrique du Nord relevant de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Tiaret.

F. D.

Naâma

Ouverture d'espaces publics pour la vaccination contre Covid-19

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Naâma a ouvert, dimanche, trois espaces publics de proximité pour la vaccination contre Covid-19 au profit des citoyens des communes de Naâma, Mecheria et Ain Sefra, a-t-on appris de la DSP.

Une affluence des citoyens de différentes tranches d'âge pour recevoir la première dose des vaccins « Sinopharm » et « Astra Zaneca » a été relevée au niveau de ces centres de proximité, surtout le centre de vaccination

mobile ouvert à la place de Madaoui, du centre-ville de Mécheria.

Le directeur de la santé, Chelhi Abderrahim, a souligné que cette campagne, organisée à travers les espaces de proximité, à proximité des mosquées et dans les centres commerciaux, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan du ministère de tutelle visant à généraliser l'opération de vaccination contre Covid-19, affirmant que tous les équipements et l'encadrement médical et paramédical néces-

saires sont assurés au niveau de ces points réservés à la vaccination pour permettre à un plus grand nombre de citoyens de recevoir le vaccin et faciliter l'opération en dehors des infrastructures sanitaires.

Les citoyens désirant se faire vacciner sont soumis au préalable à des consultations médicales, notamment la prise de tension et la mesure du taux de glycémie par les staffs médicaux encadrant l'opération qui veillent aussi à fournir des informations sur la dangerosité de la pandé-

mie et l'importance de la vaccination. D'Ilham Chekaf, du service de médecine préventive à la DSP, a indiqué que ces espaces s'ajoutent à cinq établissements publics de santé de proximité et 3 établissements publics hospitaliers de la wilaya où la vaccination est en cours.

Elle a ajouté que les quantités de vaccin sont suffisamment disponibles, signalant que la wilaya a reçu, par étapes, 12 000 doses de différents vaccins contre Covid.

K. L.

Biskra

Élargissement des infrastructures de prise en charge des malades Covid-19

Les infrastructures dédiées au Covid-19 ont été élargies pour accueillir les malades, à travers la réouverture des services qui ont été précédemment fermés, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction locale de la santé et de la population.

En plus de l'hôpital D'

Saâdane du chef-lieu de wilaya, il s'agit également des services affectés à la prise en charge des malades du Covid-19 à Sidi Okba, Zeribet El Oued et Tolga, avec la possibilité de rouvrir l'établissement hospitalier spécialisé d'ophtalmologie de la ville de Biskra, a précisé à l'APS le directeur local du secteur, Reda

Djellouli. La situation est « maîtrisée » en dépit de l'augmentation du nombre des cas enregistrés, entraînant une forte demande sur l'oxygène dans les services consacrés à la prise en charge des cas de Covid-19, a-t-il dit, précisant que le déficit en la matière, signalé dans la nuit de samedi à dimanche à l'hôpital D'

Saâdane, a été pris en considération sur le champ et les malades ont été transférés vers d'autres services, le temps d'approvisionner cet établissement en oxygène.

M. Djellouli a insisté sur l'importance de respecter les mesures préventives recommandées, notamment le port de la

bavette, et d'éviter les regroupements et les déplacements.

Le même responsable a ajouté que le relâchement entraîne une complication de la situation, exhortant les citoyens à se faire vacciner contre le virus dans les services et les espaces publics ouverts à cet effet.

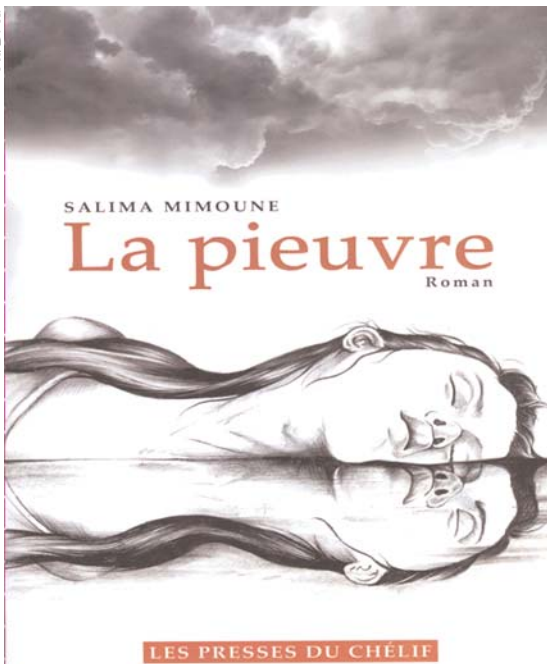
L. O.

Livre/«La pieuvre» de Salima Mimoune

Une auscultation sans complaisance de la société

■ C'est à une plongée dans les méandres de la société algérienne, dans ce qu'elle a d'ouvert et de valeureux mais aussi et surtout dans ce qu'elle couve de sournois et de rétrograde, que Salima Mimoune invite le lecteur à travers son roman «La pieuvre», récemment paru chez «Les presses du Chélif».

PH/D. R.



Salima Mimoune

Par Nadjib Stambouli

Toutes les contradictions qui minent, traversent et s'entrechoquent dans un village algérien est rendu au fil des pages par le biais de personnages qui compriment tous les antagonismes dans leur comportement, ici agressif et violent s'attaquant à la pureté et l'innocence, là protecteur de cette même innocence. Par touches successives l'auteur brosse sans complaisance le tableau du village à l'orée de la décennie noire, annonçant ses prémices tragiques mais aussi les tentatives de résistance. La

monture de la chevauchée dans ce chemin plutôt escarpé et parsemé d'embûches, celles des forces obscurantistes mais aussi celles des foyers de combativité lovés dans des caractères qui refusent l'abdication. Youstra, jeune lycéenne est de cette catégorie et le lecteur la suit dans son idylle avec Yanis, jeune émigré désemparé dans son nouveau milieu, qui ne trouve que l'amour comme port d'attache au pays des ancêtres. Les troupes locales de l'archaïsme se mobilisent contre tout ce qui porte la beauté, l'espoir, l'épanouissement, en un mot la vie, et l'amour

qui cimente l'union entre Youstra et Yanis est la cible privilégiée des attaques opposant par la violence les idées, mais aussi les actes, rétrogrades contre le pacifisme du jeune couple qui se refuse à abdiquer. Une palette de personnages est brossée avec réalisme, dans laquelle on retrouve le père de Youstra, ses sœurs, elles-mêmes ramassant en leur sein les divisions du village, donc de la société, ainsi que des acteurs de la vie locale comme, entre autres, Hedda la moudjahida porteuse d'espoir et de résistance qui se déplace à moto sous son béret, ou encore le professeur d'histoire, un concentré de vice qui use de tous les moyens, mais en vain, pour assouvir ses bas instincts, bas dans tous les sens du terme. Le choix porté sur le lycée est judicieux en ce que cet espace, objet de tous les enjeux, enveloppe les pulsions contraires qui irriguent la société algérienne et s'y affrontent, avec des symboles

humains des cadenas moraux sur un camp, à l'instar de l'enseignant d'histoire et sur l'autre, les emblèmes vivants de l'ouverture d'esprit, représentée par un autre professeur, Bachir, qui incarne, pas impunément (on le découvrira à un moment sensible du récit), à la fois la sagesse et la culture. L'écriture est vivante et alerte, même si l'on peut reprocher à la trame d'être parfois brouillonne, tout comme on peut regretter, outre les gênantes erreurs de typographie, un côté démonstratif, trop didactique, à la limite du prêchi-prêcha, s'éloignant du roman, lieu d'allusions, au profit du message politique, très respectable... quand il est loin du champ littéraire. En dépit de ces points négatifs, qu'il fallait relever par respect de l'œuvre, de l'écrivaine et des lecteurs, «La pieuvre» recèle un charme particulier dans lequel nombre de lectrices et de lecteurs retrouveront leur propre image, à peine déformée par les impératifs de la

narration romanesque. Notons au passage une belle couverture signée Abba Rehoudja, un dessin à la fois figuratif et... suggestif.

«La pieuvre», dont on devine au fil du livre la multiplicité des tentacules et la férocité collante des ventouses, est au fil des lignes irradiée par la spontanéité, mais aussi par le courage de dire, notamment la scène d'approche de l'enseignant et de son élève, qui confèrent à l'œuvre une valeur de témoignage sur une époque de maturation de l'intégrisme, avant qu'il ne se mette à s'exprimer avec la violence que l'on sait. Une période inscrite dans le passé dans le calendrier, mais dont on n'est pas sûr qu'elle soit révolue, les ingrédients du fondamentalisme religieux étant toujours là, ancrés au fin fond des mœurs et des pratiques sociales.

N. S.

«La pieuvre», roman de Salima Mimoune, 149 pages, édité par «Les presses du Chélif».

Cinéma

Le cinéaste Lyazid Khodja n'est plus

Le cinéaste et exploitant indépendant Lyazid Khodja, producteur et directeur de la filmathèque Mohamed-Zinet de l'Office Ryad El Feth, est décédé dimanche en France, à l'âge de 76 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né à Msila, en 1945, Lyazid Khodja a fait partie de la première promotion de l'Institut de Cinéma d'Alger (de 1964 à 1966) avant de poursuivre ses études en France.

Après quelques expériences en France, il revient en Algérie et entre à la faculté pour suivre des études de sociologie. Il obtient, en 1973, une licence à la faculté de Lettres et de Sciences sociales d'Alger. Auteur de plusieurs courts-métrages, il s'implique dès lors totalement dans le développement du cinéma. Ensuite, il est l'un des principaux animateurs, aux côtés de Boujema Karèche, de la Cinémathèque d'Alger.

Il est successivement monteur dans les films «Les Hors la loi» de Tewfik Fares et «Nahla» de Farouk Belloufa en 1978, producteur du film «Les Enfants du Néon» de Brahim Tsaki en 1990, puis réalisateur de «L'Insoumis», co-réalisé avec Rachid Benallal en 2006.

Actif dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel, Lyazid Khodja était également exploitant indépendant de la salle de la filmathèque Mohamed-Zinet de l'Office Ryad El Feth qui a souvent abrité des cycles thématiques, des événements cinématographiques, des ciné-clubs et des projections-débats.

Racim C.

Festival de Cannes 2021

«La Fracture» de Catherine Corsini, le poil à gratter sur la crise sociale en France

Une des réalisatrices majeures du cinéma français revient sur la Croisette avec Valeria Bruni Tedeschi, Marina Foïs, Pio Marmai, et Assiatou Diallo Sagna, une soignante remarquable dans un film hors normes.

C'est la deuxième fois que Catherine Corsini est en compétition à Cannes, après «La Répétition» en 2001. Emblématique d'un cinéma d'auteur exigeant et intimiste, la réalisatrice change de registre dans «La Fracture». Elle interroge la crise sociale française dans un film choral autour des «gilets jaunes» et des personnels soignants, tout en parlant d'amour.

Si le sujet est grave, le film est d'une drôlerie irrésistible, avec Valeria Bruni Tedeschi, Marina Foïs, Pio Marmai, et Assiatou Diallo Sagna, une actrice non pro-

fessionnelle, soignante remarquable, dans un film hors normes.

Mieux vaut en rire qu'en pleurer

Julie vient de rompre avec sa compagne Raf, qui fait une mauvaise chute. Elles se retrouvent toutes deux aux urgences, alors qu'affluent dans l'hôpital des blessés de la plus grosse manifestation de «gilets jaunes» à Paris. Elles y croisent Yann, très en colère, meurtri par une grenade policière.

La tension monte dans la capitale, les blessés sont en sur-nombre et l'hôpital est débordé : bienvenue dans la nuit la plus longue... On n'attendait pas Catherine Corsini sur un film aussi drôle avec un sujet social. Si l'on rit beaucoup, «La Fracture» n'est pas pour autant une comédie, ni une satire, ou une parodie. Les

situations sont trop réalistes pour être de simples détournements. Elles semblent des anecdotes vécutées dont «il vaut mieux rire que pleurer». Assiatou Diallo, aide-soignante, y joue son propre rôle. Au cœur de l'action, elle personnifie ce que vit le personnel soignant au jour le jour. Très applaudie, «La Fracture» fait évidemment écho à la pandémie.

Drôle de drame

Si'il fallait qualifier «La Fracture», cela pourrait être un pamphlet drôlatique. Pio Marmai, en chauffeur routier qui n'a pas déclaré son absence pour manifester, énervé contre Macron, contre les patients, contre l'hôpital, et Valeria Bruni Tedeschi, en amoureuse éconduite, font des numéros de pur délire qui mettent à rude épreuve les zygomatiques. Le film est au

croisement de Hara-Kiri et des Monty-Python. Mais il est aussi traversé de drames et d'émotions fortes.

C'est à l'écriture de Catherine Corsini que l'on doit une telle perspicacité, cet humour dévastateur et l'émotion qui appuie là où ça fait mal. Sa mise en scène, virevoltante au cœur de ce chaos à huis clos de l'hôpital, le rythme dans lequel elle nous entraîne, évoquent «Drôle de drame» (1937) de Marcel Carné qui relève de l'absurde. Absurde dont le film n'est pas loin. Une vision de l'époque contemporaine qui touche juste, vécutée et tournée à chaud, avec un œil critique et fécond, sans colère ni militantisme. Seulement une histoire habitée de vrais personnages filmés avec cœur. Chapeau ! La Palme ?

Jacky Bornet



Cuba

Le gouvernement veut défendre la révolution face aux manifestants, Washington s'inquiète

■ Le gouvernement cubain s'est dit prêt, dimanche, à défendre la révolution « coûte que coûte », face à des manifestations historiques contre la « dictature », scrutées par Washington qui a mis en garde La Havane contre tout usage de la violence.

Par Mourad M.

« **L**a révolution cubaine, nous la défendons coûte que coûte ! », a clamé sur Twitter le vice-ministre des Affaires étrangères, Gerardo Peñalver, en partageant un vidéo de partisans communistes défilant aux cris de « Je suis Fidel ! », tout en brandissant des drapeaux cubains.

Pris par surprise par des manifestations spontanées qui ont éclaté dans diverses villes du pays, dont la capitale La Havane, le président Miguel Diaz-Canel a donné aux révolutionnaires « l'ordre de combattre », les appelant à « sortir dans les rues où vont se produire ces provocations, dès maintenant et dans les prochains jours ».

Le gouvernement américain a réagi dès dimanche en mettant en garde les autorités cubaines contre tout usage de la violence à l'encontre de « manifestants pacifiques ».

« Les États-Unis soutiennent la liberté d'expression et

d'assemblée à Cuba, et condamneraient fermement tout acte de violence ou qui viserait à prendre pour cible les manifestants pacifiques qui exercent leurs droits universels », a affirmé le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, sur Twitter.

Au total, selon le site de data-journalisme Inventario, une quarantaine de manifestations, éparpillées sur tout le territoire, ont été recensées dimanche. La plupart ont été diffusées en direct sur les réseaux sociaux, dans ce pays où l'arrivée de l'internet mobile fin 2018 a porté les revendications de la société civile.

A partir de la mi-journée, l'accès à la 3G a d'ailleurs été coupé dans une grande partie du pays. Il n'a été rétabli qu'en milieu de soirée.

« Cuba n'est pas à vous ! », criait notamment une foule rassemblée face à des bureaux du Parti communiste (PCC), seule formation politique autorisée à Cuba.

« Nous avons faim », « Liberté », « A bas la dictature », ont été

quelques-uns des autres slogans scandés au cours de cette journée mouvementée, dont le déroulé a poussé le président à se rendre à la mi-journée à San Antonio de los Baños, petite ville où le premier rassemblement a été signalé, puis à apparaître à la télévision d'Etat.

Des échauffourées ont éclaté, notamment à La Havane où les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes, tiré en l'air avec leurs armes et utilisé des tuyaux en plastique pour frapper des manifestants, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs voitures de la police ont été renversées et endommagées par des Cubains en colère et de nombreuses détentions ont eu lieu. Un important dispositif policier et militaire a été déployé dans la capitale et plusieurs villes de province.

S'il a reconnu l'« insatisfaction » que peuvent ressentir certains Cubains, face aux pénuries d'aliments et de médicaments, combinées aux coupures électriques quotidiennes, Miguel Diaz-Canel a également accusé l'ennemi de toujours, Washington, d'être à la manœuvre.

« Il y a un groupe de personnes, contre-révolutionnaires, mercenaires, payés par le gouvernement américain, de façon



Ph. > D. R.

indirecte à travers des agences du gouvernement américain, pour organiser ce genre de manifestations », a-t-il affirmé.

Les relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, après une brève réconciliation entre 2014 et 2016, sont au plus bas depuis le mandat de Donald Trump, qui a renforcé l'embargo en vigueur depuis 1962, dénonçant des violations des droits de l'homme et le soutien de La Havane au gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela.

Ces sanctions, ainsi que l'absence de touristes due à la pandémie, ont plongé Cuba dans une profonde crise économique et généré un fort malaise social, suivi de près à Washington et sur

le continent américain.

« Nous reconnaissons la demande légitime de la société cubaine d'avoir des médicaments, des aliments et des libertés fondamentales », a tweeté de son côté Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA).

« Nous condamnons le régime dictatorial cubain pour avoir appelé des civils à réprimer et à la confrontation contre ceux qui exercent leur droit à manifester », a-t-il ajouté. « La dictature doit comprendre que nous ne tolérons pas l'usage de la force brutale pour taire les aspirations du peuple cubain », a averti dans un communiqué le sénateur américain Bob Menendez. **M. M.**



Commentaire

Collaboration

Par Fouzia Mahmoudi

En 2015, au plus fort de la guerre de Syrie, des centaines de milliers de migrants avaient traversé les frontières, rejoints par des migrants venant du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, pour atterrir sur les rives des pays européens. L'Allemagne, touchée par le sort de ces réfugiés, avait alors unilatéralement décidé d'en accueillir un million, forçant implicitement ses voisins à accueillir également leur lot de migrants. Mais aujourd'hui, suite aux multiples problèmes que ces vagues d'immigrations, à 90 % masculines, ont causés dans les pays d'accueil, la fermeté est aujourd'hui de mise et les mesures pour lutter contre les sans-papiers se multiplient, au grand dam parfois des pays d'origine de ces derniers. L'Afghanistan a ainsi appelé les pays européens à cesser, durant les trois prochains mois, d'expulser des migrants afghans. En Afghanistan, les milices s'organisent pour contrer l'avancée des talibans. Le gouvernement a aussi indiqué avoir décidé de ne plus accepter les « retours forcés » de migrants de tous les pays avec lesquels Kaboul a conclu des accords de coopération en matière de migration. « L'escalade de la violence de la part du groupe terroriste taliban dans le pays et la propagation de la troisième vague de coronavirus ont créé un important désordre économique et social, suscitant inquiétudes et défis pour le peuple afghan », a déclaré le ministre des Réfugiés et du Rapatriement, dans un communiqué publié samedi. En juin, le premier ministre italien, Mario Draghi, avait dit craindre un afflux de migrants afghans après le retrait définitif des forces étrangères d'Afghanistan, censé être terminé d'ici le 31 août, et appelé l'UE « à contenir les flux d'immigration illégale ». Mais les talibans ont lancé une offensive tous azimuts qui leur a permis de s'emparer de larges portions de territoire afghan. « Les pays hôtes doivent s'abstenir d'expulser de force les réfugiés afghans à compter du 9 juillet pour les trois prochains mois », a ainsi demandé le gouvernement afghan. Les Afghans constituaient, en 2020, 10,6 % des demandeurs d'asile dans l'UE (un peu plus de 44 000 sur quelque 416 600 demandes), le deuxième contingent derrière les Syriens (15,2 %), selon l'agence statistique de l'UE Eurostat. Reste à voir comment les Européens géreront le nouveau pic qui s'annonce de la crise migratoire qui bouleverse déjà le vieux continent depuis plus de six ans. Le refus de collaborer des États dont sont issus les migrants rend par ailleurs le travail des autorités européennes quasi impossible, les forçant de fait à garder des centaines de milliers de migrants qu'ils n'arrivent ni à gérer, ni à entretenir correctement.

F. M.

Birmanie

Les Rohingyas méfiants envers la résistance anti-junte

Le « gouvernement fantôme » formé en réaction au coup d'État de l'armée en Birmanie a brisé un tabou en accueillant dans sa coalition anti-junte des représentants des Rohingyas, mais beaucoup au sein de cette minorité musulmane persécutée se méfient de cette main tendue.

Le pays, à majorité bouddhiste, est en proie au chaos depuis que les militaires ont renversé le gouvernement d'Aung San Suu Kyi le 1^{er} février, mettant fin à une parenthèse démocratique de dix ans et déclenchant une répression brutale contre les opposants.

Des députés déçus de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), le parti d'Aung San Suu Kyi, ont créé un « gouvernement d'unité nationale » (NUG, en anglais) en exil, cherchant à rallier des soutiens à leur résistance auprès de la communauté internationale.

Le mois dernier, le NUG a invité les Rohingyas à « se donner la main » pour mettre fin au régime militaire. Il leur a promis que les centaines de milliers d'entre eux qui ont fui au

Bangladesh après la violente répression de 2017 pourraient rentrer au pays. Il s'est aussi engagé à accorder la citoyenneté à cette minorité qui vit dans l'État de Rakhine (ouest), apatride et victime de discriminations depuis des décennies.

L'utilisation du terme « Rohingya » est également un pas vers eux, alors que le gouvernement d'Aung San Suu Kyi les a toujours appelés « les musulmans vivant dans l'État de Rakhine », pour ne pas heurter la sensibilité de l'ethnie majoritaire, les Bamar. Le geste suscite cependant la méfiance des Rohingyas, installés en Birmanie depuis des générations mais toujours considérés comme des intrus dans ce pays dont ils n'ont pas la nationalité, et pas les mêmes droits que les autres Birmans. « Faire une promesse pour obtenir ensuite un soutien de l'étranger, c'est comme mettre des appâts pour les poissons », déclare à l'AFP Wai Mar, qui vit dans un camp de déplacés depuis près de dix ans.

Au bout d'un chemin de terre parsemé de nids de poule, Thet Kay Pyin est un camp de huttes

en bois qui accueille des Rohingyas chassés de chez eux lors d'affrontements avec des bouddhistes de l'ethnie rakhine en 2012.

« Nous craignons de n'exister que pour servir de boucliers humains ou de boucs émissaires », explique Wai Mar.

« Nous ne pouvons pas placer toute notre confiance et nos attentes en eux (le NUG, ndr) parce que nous avons été opprimés pendant si longtemps », ajoute San Yee, une mère de quatre enfants qui survit grâce à l'argent que son mari lui envoie de Malaisie.

Malgré les ouvertures, il n'y a aucun représentant rohingya parmi les 32 membres du cabinet actuel du « gouvernement d'unité nationale ».

Après la victoire du parti d'Aung San Suu Kyi aux élections de 2015, « nous n'avons même pas obtenu les droits de l'Homme fondamentaux, par exemple la liberté de mouvement, devenir un citoyen, retourner dans nos maisons d'origine. Nous n'avons rien obtenu de tout cela », raconte à l'AFP un autre réfugié, Ko Tun Hla.



Cyclisme/JO-2020

Azzedine Lagab et Youcef Reguigui iront à Tokyo

Les cyclistes Azzedine Lagab et Youcef Reguigui représenteront l'Algérie aux prochains Jeux olympiques 2020 de Tokyo (23 juillet-8 août), a appris l'APS hier de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Les deux coureurs, ayant déjà pris part aux JO-2016 de Rio (Brésil), seront sur le départ de la course en ligne, prévue le 24 juillet sur le site olympique de Fuji international Speedway dont le départ sera donné à partir du parc Musashinomori.

Lagab, champion d'Algérie en titre, a été également désigné

pour prendre part aux épreuves du contre-la-montre individuel qui auront lieu sur le même circuit.

Quarante-quatre athlètes de quatorze disciplines représenteront l'Algérie aux Jeux olympiques de Tokyo-2020, prévus du 23 juillet au 8 août 2021.

Il s'agit de : boxe (8 qualifiés), lutte associée (8), athlétisme (8), escrime (4), aviron (2), canoë (1), cyclisme (2), natation (3), voile (2), tir sportif (1), haltérophilie (1), judo (2), karaté (1) et tennis de table (1).

O. N.

Echecs

Trois Algériens en Coupe du monde à Sochi pour franchir le premier tour

Trois échéphiles algériens participent à la Coupe du monde d'échecs qui a débuté hier à Sochi (Russie), avec l'objectif de franchir le premier tour, a-t-on appris du président de la Fédération algérienne des échecs (FADE).

Il s'agit d'Amina Mezioud qui affrontera au premier tour l'Ukrainien Lulija Osmak, de Sabrina Latrèche qui défiera l'Ukrainienne Nataliia Bouksa et de Bilal Bellahcene qui aura pour adversaire l'Arménien

Hovhannes Gaboujian. «C'est une première historique pour notre discipline, car jamais auparavant l'Algérie n'avait réussi à qualifier trois joueurs pour une phase finale de Coupe du monde», a déclaré, à l'APS, le président de la FADE, Brahim Djelloul Azzeddine. La Coupe du monde d'échecs 2021, qui se poursuivra jusqu'au 4 août, enregistre la participation de 206 échéphiles messieurs et 103 dames.

T. H.

Tennis

Djokovic «partagé» sur sa participation aux Jeux de Tokyo



Novak Djokovic a exprimé pour la première fois, dimanche après sa victoire à Wimbledon, une hésitation quant à sa participation aux Jeux olympiques de Tokyo en raison des nouvelles restrictions sanitaires.

«Mes plans ont toujours été de participer aux Jeux olympiques. Mais maintenant, je suis un peu partagé. C'est du 50/50 à cause de ce que j'entends depuis deux jours», a-t-il déclaré.

Le fait que les Jeux se dérouleront finalement essentiellement à huis clos face à la recrudescence du coronavirus au Japon «n'est pas une bonne nouvelle (...) j'étais très déçu en apprenant», a commenté Djokovic.

«J'ai aussi entendu dire qu'il y

aurait beaucoup de restrictions dans le village olympique. Il est possible que ne soyons pas autorisés à voir les autres sportifs en compétition. Je ne peux même pas avoir mon cordeur avec moi alors qu'il est un élément très important de mon équipe. Et je suis limité dans le nombre de personnes que je peux prendre avec moi dans mon équipe», a regretté le N.1 mondial. «Il faudra que je réfléchisse», a-t-il souligné quelques minutes après avoir remporté Wimbledon et s'être ainsi ouvert un peu plus la route du Grand Chelem et même du Golden Slam qui consiste à remporter les quatre tournois majeurs du tennis et la médaille d'or olympique la même année.

R. S.

Euro 2021 de foot

L'Italie crucifie l'Angleterre à domicile

■ Au bout d'une finale moyenne et conclue aux tirs au but dimanche soir, l'Italie a remporté l'Euro 2021 de foot, crucifiant l'Angleterre à domicile (1-1). A Wembley, les Anglais ont vécu un nouveau cauchemar et restent privés de titre depuis 55 ans.



Par Racim S.

cet échec à domicile en finale.

tirs au but dans un tournoi majeur.

Le «Daily Telegraph» va plus loin : «Ça va faire mal», a-t-il prédit, à propos de l'humeur du pays. «Si près», se lamente le «Guardian», tandis que le journal gratuit «Metro» écrit que «les Lions (surnom de l'équipe, NDLR) nous ont rendus fiers».

De son côté, le tabloïd «The Sun», toujours prompt à encenser l'équipe nationale, se dit «fier des Lions» : «L'Angleterre a encore perdu aux pénos, mais n'oubliez pas les gars, la Coupe du monde est dans UNE ANNEE seulement», poursuit le tabloïd.

Dans le reste de l'Europe, la presse salue avant tout l'exploit de l'Italie qui s'est imposée dans le temple du football anglais de Wembley.

«L'Italie prend d'assaut le temple du foot anglais et s'empare de l'Euro», note, en Espagne le quotidien sportif «Marca», qui salue «le nouveau cap de l'Italie, où le travail admirable de Roberto Mancini a remis le pays en première ligne du foot mondial».

«L'Italie est un brillant exemple pour l'équipe nationale allemande», estime de son côté le quotidien «Bild» : «Avec l'Italie, l'Euro a un tenant du titre mérité. L'incroyable histoire de la nouvelle et courageuse «Squadra Azzurra» devrait également être exemplaire pour la reconstruction de l'équipe nationale allemande», éliminée dès les 8^e de finale.

Au Danemark, le tabloïd «Ekstra Bladet» rappelle que Gareth Southgate, qui, lorsqu'il était joueur avait lui-même manqué un tir au but décisif en demi-finale de l'Euro-1996, déjà à Wembley, a revécu «un sinistre déjà vu».

R. S.

La presse italienne salue le sacre européen de la «Nazionale»

La presse italienne a salué, hier, le sacre européen de la «Nazionale», vainqueur de l'Angleterre à Wembley à l'issue des tirs au but (1-1 a.p. 3 tab à 2), en finale de l'Euro-2020 de football.

«Nous sommes l'Europe», ont titré deux journaux, «La Stampa» et «Il Messaggero», pour célébrer ce deuxième titre européen dans l'histoire de la «Nazionale», alors que la «Gazzetta dello Sport» a résumé la victoire de l'Italie : «C'est si beau, l'Italie est championne d'Europe», ajoutant : «L'Italie est la reine de l'Europe, elle a mérité de gagner, elle a su réagir dans un match qui semblait perdu, comme seules les grandes équipes savent le faire. Wembley s'est tu après avoir sifflé (l'hymne italien), crié et conspué. Chaque Italien s'est senti durant ces deux heures à nouveau comme un géant», a encore écrit le quotidien sportif dans son éditorial.

«Elle est à nous», a renchéri le «Corriere dello Sport», avant d'envoyer une pique aux supporters anglais et à leur chanson iconique «It's coming home» : «Le football est revenu à la maison ! A notre maison».

Dans la presse britannique, les photos du sélectionneur anglais Gareth Southgate consolant Bukayo Saka après son tir au but manqué – synonyme de défaite – s'affichent en Une.

«La malédiction des penalties prive l'Angleterre de son rêve», regrette le «Times», en référence au très faible taux de réussite de l'Angleterre lors des séances de

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Décès de Habib Youcefi, président d'honneur de la CGEA

En 2018 déjà, Saïda Neghza s'attaquait à "la bande d'Ali Baba".

Profondément affectée par la disparition de celui qu'elle a toujours considéré comme un guide, un modèle et un second Père, Habib Youcefi, la présidente de la CGEA, Saïda Neghza n'a pas trouvé les mots justes pour crier sa douleur et surtout exprimer sa terrible peine. Depuis Paris où elle est bloquée en raison de son état de santé, déclarée positive au Covid 19, Saïda Neghza que nous avons eu au téléphone n'a pu retenir son émotion surtout " que je n'ai pas pu assister à l'enterrement de celui qui m'a toujours montré la voie et guidé mes pas". Elle ajoute qu'elle rendait visite régulièrement au défunt avec lequel " je discutais malgré sa maladie et son age avancé. Il parvenait à me parler et à me reconnaître tout en m'encourageant à aller de l'avant. Je lui montrais des vidéos de nos sorties sur le terrain...il était fier de ce que nous faisons". Habib Youcefi qui s'est éteint, il y a 2 jours, était demeuré président d'honneur de la CGEA dont il avait fait une véritable organisation patronale capable de peser sur la scène économique nationale. Reconnaisante pour tout ce qu'il avait entrepris pour elle, Saïda Neghza nous lance spontanément que "dans ma vie il y avait mon père et Habib Youcefi. Deux hommes qui ont illuminé mon existence." Saïda Neghza a en effet vécu l'enfer durant des années sous le système de Boutefflika et compagnie et ce, au lendemain de son élection à la tête de la CGEA. Face aux Haddad, Saïd Boutelkifa et les barons de l'époque elle ne baisse pas les bras. Refusant d'abdiquer au mois de juillet...2018 déjà, au plus fort de la puissance des hommes de Boutefflika et du FCE elle défie, seule et sans armes tout ce beau monde. Cette femme avait en réalité fait son hirak en solitaire. Qui pouvait tenir tête aux puissants du système en ces temps où même un certain premier ministre tenté par l'audace d'assainir la sphère politique pliée sous les milliards sales du business douteux ne put tenir plus de 2 mois aux commandes? En 2018, Neghza

attaque frontalement la Issaba. Le temps donnera raison à Saïda Neghza qui écrivait en ce 8 juillet 2018, oui 2018 une lettre destinée au gang de l'époque sous le titre " Lettre à la bande d'Ali Baba". Elle commence en s'adressant à ses détracteurs : "vous qui avez déclaré la guerre à une femme, vous qui avez essayé d'humilier la femme lors de toutes les rencontres internationales, vous qui avez incité un opérateur étranger non pas pour venir investir mais pour le manipuler et le pousser à me porter préjudice jusqu'à essayer d'obtenir mon emprisonnement...vous avez tant investi pour m'intimider en recourant aux procédés les plus vils jusqu'à menacer de vous en prendre à mes enfants...vous m'avez isolée et tenté de me faire subir toutes formes de pression, à la faveur de votre influence et de votre sale richesse, sachez que je ne céderai jamais et qu'il n'est point concevable que je m'incline devant votre chantage..." Dans cet écrit, où le courage de la femme aussi déterminée qu'engagée à demeurer fidèle à ses principes, on retient aussi que malgré tout ce qu'a enduré Saïda Neghza, elle a réussi à inscrire à l'international la CGEA comme partenaire clé du BIT (Bureau international du Travail), de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et bien d'autres organisations patronales de premier rang. Elle termine son courrier en mentionnant que " la femme que je suis issue de cette Algérie des martyrs a réussi à relever les défis et a accepté tous les sacrifices...tout en rendant hommage aux hommes, les authentiques qui continuent à veiller sur ce pays ". Saïda salue également "la justice qui a su demeurer à la hauteur de sa mission en reconnaissant la justesse de notre cause". Enfin, et fait inédit, Saïda Neghza termine sa lettre en prédisant à ses "détracteurs que la prison sera un jour ou l'autre votre destination inéluctable". Aujourd'hui, tous ceux que Saïda avait qualifiés à l'époque de gang sont en effet derrière les barreaux.

Karim A.

Tizi-Ouzou

Deux morts et 27 blessés dans le renversement d'un bus

LA LOCALITÉ de Bouzeguene, située à une soixantaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou, a été, dimanche en fin de journée, le théâtre d'un accident de la route ayant causé le décès de deux personnes et des blessures à 27 autres. A l'origine du drame, le renversement d'un bus de transport de voyageurs sur le CW 251 peu avant 18h, à hauteur du

lieu-dit Assif Ousserdhouna, à bord duquel les victimes se trouvaient et s'apprêtaient à rentrer chez elles. Une femme de 47 ans et un homme de 30 ans sont décédés sur le lieu de l'accident. La direction locale de la Protection civile a indiqué dans un communiqué avoir mobilisé les moyens de quatre unités pour secourir les victimes de l'accident, à savoir les unités de

Réticence aux vaccins en Algérie

Djalou@hotmail.com

Du 30 juillet au 20 août

Lounis Aït Menguellet en tournée estivale à Tizi-ouzou et Béjaïa

■ Le poète et chanteur d'expression kabyle, Lounis Aït Menguellet, sera en tournée estivale «Izuraf idurar» du 30 juillet au 20 août dans quatre localités des wilayas de Tizi-Ouzou et de Béjaïa.

Par Hamid M.

En effet, le programme de ses quatre spectacles durant la période précitée a été dévoilé dimanche par l'organisateur de cette tournée de l'auteur d'«Al moussiw». Le 30 août, Lounis Aït Menguellet se produira au stade d'Azeffoune, le 6 août au stade des Ouadhias, le 13 août au stade de Ath Bouyoussef dans la wilaya de Tizi-Ouzou et le 20 août au stade d'Ighzer Amokrane dans la wilaya de Béjaïa, a précisé la même source. Les billets seront mis en vente à compter du mardi 20 juillet dans plusieurs points. A l'heure où nous mettons sous presse, le prix du billet n'a toujours pas été dévoilé.

H. M.



Décès

L'humoriste Farid rockeur n'est plus

L'humoriste et comédien algérien Farid Kessaïssia, plus connu sous le nom de «Farid Rockeur», est décédé, hier à Alger, d'une crise cardiaque, à l'âge de 62 ans, affirme le ministère de la Culture et des Arts sur sa page Facebook. Le défunt a commencé sa carrière artistique en 1985 à travers le film «Pour l'amour de l'Algérie» et a ensuite participé à plusieurs œuvres comiques, qui ont connu un grand succès à la

télévision. Il avait, entre autres, joué dans «Nass Mellah City», «Dejm3i Family», «Hadj Lakhdar» et la série «Dar Laajeb». Il a également participé à certaines émissions telles que «Rock Dialna» et «Bouzenazel».

L'enterrement du défunt a eu

lieu hier après la prière d'El-Asr au cimetière Sefsafa, à Alger.

La ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, a salué, dans un message de condoléances, la mémoire du défunt, regrettant cette «immense perte pour la culture algérienne».

Racim C.

DGSN

102 accidents corporels ce week-end

Les services de la Sûreté nationale ont enregistré 102 accidents de la route à l'échelle nationale dans les secteurs urbains, les 9 et 10 juillet, dont le bilan a été de 4 décès et 142 morts. Ces accidents ont pour origine l'élément humain, selon les conclusions des services concernés. La DGSN appelle à un surcroît de prudence et de vigilance sur les routes.

Journées «Portes ouvertes» sur la police à Batna

La Direction de la Sûreté nationale organise des journées portes sur la police, afin

de rapprocher ce corps du citoyen, les 12 et 13 juillet à la salle «Ashar» de Batna.

Cette activité a été inaugurée par l'inspecteur régional de la Sûreté nationale, représentant le DGSN, en présence des autorités et de la société civile.

Cette activité constitue une opportunité pour le citoyen de s'informer sur les différents services composant l'appareil de la DGSN ainsi que des équipements et moyens modernes mis à la disposition du policier pour mieux rendre service au citoyen.

R. N.